

Plus de 2 milliards d'euros investis par l'UE au Burundi

PANA, 10 octobre 2015 Bujumbura, Burundi (PANA) - L'Union européenne (UE) a investi globalement plus de 2 milliards d'euros dans différents projets de développement socio-économique au Burundi entre 2000 et 2015, indique une déclaration de la déléégation de l'UE dont une copie est parvenue samedi à la PANA. Le rappel intervient au mauvais moment des relations de coopération entre le Burundi et les Etats membres de l'UE qui n'excluent pas encore plus loin, après avoir pris des sanctions ciblées, le 2 octobre dernier, contre quatre hauts responsables de l'appareil sécuritaire burundais.

Ces quatre responsables, policiers et militaires, ne peuvent plus se déplacer librement ou disposer des avoirs bancaires dans l'espace Schengen pour leur rôle dans la répression des opposants au troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, a déclaré l'UE. Malgré les sanctions déjà prises, l'UE reconnaît qu'une spirale de violence affecte la sécurité du Burundi, faisant de nombreux morts, comme récemment encore dans les quartiers contestataires de Mutakura et de Cibitoke, à Bujumbura", déplore la déclaration de l'UE. La poursuite de la coopération passera par "respect des valeurs et des principes fondamentaux qui sous-tendent le partenariat entre l'UE et le Burundi", avise la déclaration. L'UE rappelle que ces valeurs portent sur le respect de « tous les droits de l'homme, des libertés fondamentales et des principes démocratiques ». Par ailleurs, "les responsables qui violent ces valeurs et principes devront répondre de leurs actes", avertit la déclaration de l'UE. "Il est impératif que la violence cesse et qu'il soit mis fin au climat d'impunité et cela passe par l'ouverture urgente d'un dialogue inclusif, ouvert à toutes les forces politiques prenant en compte les initiatives régionales en cours", insiste, à la fin, la déclaration. Les sanctions encore ciblées de l'UE ont poussé samedi le pouvoir burundais à organiser des marches-manifestations populaires, comme à Bujumbura où il était critiqué sur certaines pancartes de "néocolonialiste" devant l'ambassade de la Belgique qui est aussi l'ancienne puissance tutrice du Burundi. L'ambassadeur de Belgique au Burundi, Marc Gedopt, a déjà fait l'objet d'une demande de rappel par le gouvernement burundais pour son rôle dans la dégradation de la confiance dans les relations entre les deux pays, dit-on dans les milieux diplomatiques à Bujumbura. La déclaration incisive des chefs de missions européennes est interprétée par certains analystes des questions politiques nationales comme une "marque de solidarité" des diplomates européens à Bujumbura avec leur collègue belge.